

16 Provinces

Campagne nationale de déparasitage gratuit contre les vers intestinaux et la bilharziose chez les enfants de 5 à 14 ans à Mouila...

Les agents distributeurs ont sillonné quartiers et villages



Photo : Felicien Ndong

Le gouverneur Benjamin Nzigou s'est acquitté du devoir d'administrer le médicament à un enfant.



Photo : Felicien Ndong

La DRS par intérim, Blandine Nzengui, accomplissant le même geste.



Photo : Felicien Ndong

Avant de se rendre sur le terrain, les agents distributeurs ont bénéficié d'une formation...

Félicien NDONGO

Mouila/Gabon

LE gouverneur de la province de la Ngounié, Benjamin Nzigou, a lancé le 20 juillet dernier au quartier Boulevard-Matamba, dans le premier arrondissement de Mouila, la campagne nationale de déparasitage gratuit contre les vers intestinaux et la bilharziose chez les enfants de 5 à 14 ans. A cette occasion, il a administré symboliquement quelques comprimés aux enfants, en présence du représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), partenaire technique et financier dans la réalisation de cette vaste opération. S'exprimant pour la circonstance, le directeur régional de santé centre-sud par intérim, Blandine

Nzengui, a recadré l'objectif de ladite campagne. Celle-ci, a-t-elle indiqué devant une assistance nombreuse, doit prévenir ces pathologies qualifiées de maladies tropicales négligées (MTN) à chimiothérapie préventive (CTP). La campagne initiée par le gouvernement adhère à l'objectif de contrôler, d'ici 2021, la schistosomiase (bilharziose) et les géoqhelminthiases (vers intestinaux) dont les plus connus sont les ascaris, les trichocéphales et les ankylostomes.

Ainsi, dans l'optique de la mise en œuvre du traitement de masse, l'activité de cette campagne a été arrêtée à la distribution gratuite de médicaments chez la population cible, et a duré trois jours, du 20 au 22 juillet 2018. Les agents distributeurs,



Photo : Felicien Ndong

... assurée par des facilitateurs.

parmi lesquels des infirmiers et des paramédicaux, ont été au préalable formés par les facilitateurs Jean-Pierre Bouka, Joseph Diangatébé et Isabelle Ngueba. Ils se sont ensuite déployés à travers les quartiers et les villages des neuf départements sanitaires que compte la province de la

Ngounié. En effet, ce sont tous les ménages qui ont été passés au crible par les différentes équipes, mettant à profit les stratégies de distribution en masse des médicaments et en tenant compte de certains critères reçus pendant la formation. A l'instar du Praziquantel, ce

médicament qui traite la schistosomiase, mais dont l'administration et la posologie doivent absolument correspondre à la taille de l'enfant que l'on mesure au préalable. Cette opération se voulant ponctuelle, aucun comprimé de Praziquantel ni de Mebendazole qui, lui, traite

les vers intestinaux (ascaris, ankylostomes et trichocéphale) n'a été remis ou gardé par les familles. D'ailleurs, en les informant et en les sensibilisant à ces maladies souvent négligées, les distributeurs se sont chargés de conseiller aux populations d'avoir une hygiène de vie décente.

A l'issue de la campagne, les agents distributeurs ont rempli des fiches de ménage, de synthèse de la communauté, de la gestion des stocks des médicaments, des effets indésirables, etc. Documents qu'ils ont retournés à la coordination provinciale pour la banque des données statistiques. A terme, il s'agira de faire un dénombrement des enfants de la tranche d'âge indiquée dans chaque quartier et village visités.

Haut-Ogooué/Département de la Lébombi-Léyou/Moanda/Réfection des établissements scolaires

Les travaux ont débuté



Photo : Claude-Médard Minko

L'école communale "C" fait partie des premiers établissements bénéficiaires du programme de réhabilitation dans le département de la Lébombi-Léyou.

Claude-Médard MINKO

Moanda/Gabon

La promesse de réfection des établissements scolaires, faite par le chef de l'Etat lors de son discours à la nation le 31 décembre 2017, est entrée dans sa phase d'exécution à Moanda, à la satisfaction des parents d'élèves et des chefs d'établissements.

LORS de son adresse à la nation, le 31 décembre dernier, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, avait, parmi tant d'autres mesures, annoncé la réfection des établissements scolaires, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays, afin de renforcer les capacités d'accueil et améliorer les conditions d'apprentissage et de travail des élèves, des enseignants et du corps administratif. Cette mesure est désormais effective au niveau de



Photo : Claude-Médard Minko

Les entreprises sont à pied d'œuvre pour livrer les travaux dans les délais requis.

Moanda, chef-lieu du département de la Lébombi-Léyou, où plusieurs établissements scolaires font actuellement l'objet d'un lifting de la part des entreprises adjudicataires des marchés. C'est le cas des écoles communales A, B, C et D, dans les deux arrondissements, qui subissent des travaux de plomberie, de peinture et d'électricité. En outre, les vieux plafonds sont arrachés pour être remplacés. Les portes des salles de classes détériorées

sont elles aussi remplacées par de nouvelles ouvertures. Les bureaux des membres de l'administration connaissent les mêmes travaux de réhabilitation. C'est une véritable course qui est engagée contre la montre, car les travaux doivent être livrés avant la prochaine rentrée des classes. De ce fait, sur le terrain, plusieurs équipes de travailleurs se répartissent les tâches, faisant tout pour respecter les délais. A l'école communale A, par



Photo : Claude-Médard Minko

Tous les compartiments des bâtiments détériorés doivent être refaits, à l'instar de ce plafond.

exemple, les élèves suivent les cours les pieds dans l'eau en période de pluie, dans l'un des plus vieux bâtiments de l'établissement. En cause, des problèmes d'étanchéité de la toiture. Le plafond, qui tombait en ruine, posait un réel problème de sécurité pour les apprenants et les enseignants. Mais tous ces manquements sont en train d'être corrigés. A la grande satisfaction des chefs d'établissement et des parents

d'élèves, qui voient-là un début de la concrétisation de la promesse du chef de l'Etat faite à la nation. La responsabilité revient cependant à ces directeurs d'écoles ou aux organes de contrôle de s'assurer de la bonne qualité des travaux en cours de réalisation. Au regard de l'effort budgétaire consenti par les sphères dirigeantes, au moment où le pays traverse l'une des crises financières les plus difficiles de son histoire.